

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 28 AVRIL 2026**

oooooooooooo

**Question n°14 : - FINANCES**

Participation des communes de résidence aux charges de fonctionnement des écoles publiques – Actualisation des tarifs

**Rapporteur** : - Madame Patricia GREVIN

---

VU le Code de l'Éducation, et notamment ses articles L. 212-8 et R. 212-17 à R. 212-23 relatifs à la contribution financière des communes de résidence ;

VU la loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance, rendant l'instruction obligatoire dès l'âge de 3 ans et harmonisant les règles de participation pour les classes maternelles et élémentaires ;

VU la délibération en date du 18 novembre 2002 fixant les tarifs de participation aux fournitures scolaires (31,25 €) et de redevance scolaire (11,43 €) ;

**CONSIDÉRANT** que les tarifs actuels, inchangés depuis 2002, ne correspondent plus à la réalité des coûts de fonctionnement des écoles ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L. 212-8 du Code de l'Éducation, la participation de la commune de résidence est obligatoire, même si elle dispose de capacités d'accueil, lorsque l'inscription est justifiée par l'un des motifs suivants :

- Obligations professionnelles des parents (horaires de travail incompatibles avec les structures locales) ;
- État de santé de l'enfant nécessitant des soins dans la commune d'accueil ;
- Inscription d'un frère ou d'une sœur déjà scolarisé(e) dans la commune d'accueil ;
- Absence de capacité d'accueil dans la commune de résidence.

**CONSIDÉRANT** qu'en dehors de ces cas légaux (convenance personnelle), la participation financière de la commune de résidence fait l'objet d'un accord préalable entre les deux communes sur le principe de réciprocité ;

**Le Conseil municipal adopte à l'unanimité les dispositions suivantes :**

**ARTICLE 1 : FIXATION DES TARIFS**

Décide de fixer le montant de la participation aux charges de fonctionnement pour les élèves non-résidents comme suit, à compter de la rentrée scolaire [2026-2027] :

- **Forfait de 46 euros** par élève et par an.
- **Par réciprocité**, le montant maximal de la contribution financière de la ville de Guines aux communes accueillant dans leurs écoles des élèves domiciliés à Guines est fixé à **46 euros** par élève pour l'année scolaire 2026-2027.

**ARTICLE 2 : RÉVISION**

Dire que ces tarifs seront révisables par délibération du conseil municipal

## VILLE DE GUINES

oooooooooooo

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit avril à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Guînes s'est réuni, à la salle des fêtes de Guînes, sous la Présidence de Monsieur Eric BUY, Maire, à la suite de convocations adressées à domicile le vingt-deux avril deux mille vingt-six et dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie le vingt-deux.

**Etaient présents :**      **MM.**

Eric BUY	Maire
Valentin BAILLEUX	1 <sup>er</sup> adjoint
Julie MATTE	2 <sup>ème</sup> adjointe
Guy SEILLER	3 <sup>ème</sup> adjoint
Laurence CHARPENTIER	4 <sup>ème</sup> adjointe
Fabrice PONTTHIEU	5 <sup>ème</sup> adjoint
Edith JOLY	6 <sup>ème</sup> adjointe
Thierry COZE	7 <sup>ème</sup> adjoint
Patricia GREVIN	8 <sup>ème</sup> adjointe
Vincent SAUVAGE	Conseiller municipal
Jacques DENEZ	""
Laurine FORTIN	""
Christian KERCKHOVE	""
Janine DEVIGNES	""
Odile TARDIEU	""
Nicolas VIGNERON	""
Laëtitia BOURRANT	""
Jean-Pierre RENIER	""
Justine HOUTEER MAGNI	""
René VERKARRE	""
Patricia LECOUSTRE	""
Anaëlle DEWET	""
Fabrice SCHUPPE	""
Cédric FASQUELLE	""
Pascale MORELLE	""

**Etaient excusés :**      **MM.**

Marjorie DELEGLISE	Conseiller municipal
(ayant donné procuration à F. PONTTHIEU)	
Alicia CROQUELOIS	""
(ayant donné procuration à P. GREVIN)	
Stéphane CHEVALIER	""
(ayant donné procuration à G. SEILLER)	
Jean-Baptiste JOLY	""
(ayant donné procuration à T. COZE)	

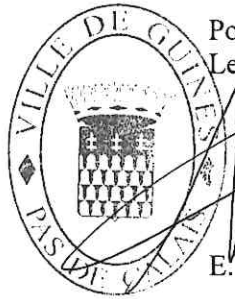
**Secrétaire de séance :** Madame Laurence CHARPENTIER

### **ARTICLE 3 : MODALITÉS D'APPLICATION**

Précise que cette participation sera facturée aux communes de résidence pour chaque enfant scolarisé dans les écoles publiques de la commune, sous réserve du respect du cadre légal (motifs de dérogation obligatoires) ou d'un accord conventionnel entre les communes. Les titres de recette seront émis à la fin de l'année scolaire de référence, en l'occurrence mi 2027. Idem pour les années suivantes.

### **ARTICLE 4 : EXÉCUTION**

Charge Monsieur le Maire de notifier la présente délibération aux communes concernées et d'émettre les titres de recettes correspondants



Pour extrait conforme,  
Le Maire,

E. BUY